

LRD

# « Etre ou ne pas être Kyoto-compatible »

## Appel aux lecteurs de LaRevueDurable

**62** LaRevueDurable (LRD) recherche 100 000 francs suisses ou 62 000 euros. Ils serviront à lancer une initiative pour inciter toute personne motivée à réduire ses émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) de façon à devenir Kyoto-compatible, voire mieux, dans sa vie quotidienne.

**Il ne s'agit surtout pas de renoncer à pousser le politique à assumer ses responsabilités. Au contraire, le but est de l'aider à prendre les mesures qu'il ne parvient pas à prendre. Le projet « Etre ou ne pas être Kyoto-compatible » est ainsi à la fois une invitation à l'engagement individuel et un levier politique.**

Les rapports qui s'accumulent sur les preuves de l'impact des émissions de gaz à effet de serre sur le réchauffement du climat disent tous trois choses : premièrement, que le doute n'est plus permis quant à la réalité du phénomène et à la responsabilité écrasante de la partie riche de l'humanité ; ensuite, que si sa partie la plus émettrice ne revoit pas vite et fortement à la baisse ses émissions, les conséquences seront désastreuses, en particulier pour la partie la plus pauvre de l'humanité ; enfin, qu'à condition de s'y mettre maintenant, il n'est pas trop tard pour éviter le pire en modifiant radicalement les politiques publiques.

Dont acte. Le problème est qu'au jour d'aujourd'hui, malgré les annonces de plusieurs projets nationaux ambitieux de lutte contre le CO<sub>2</sub>, notamment en Allemagne et au Royaume-Uni, et malgré le remarquable engagement de plusieurs grandes villes dans le monde, la réponse globale est très loin d'être à la hauteur. La France et la Suisse, en particulier, ne tirent pas la communauté internationale vers le haut. Si l'immobilisme n'est pas total, la situation est largement bloquée.

En outre, même si les autorités publiques françaises et suisses mettaient soudainement sur la table des propositions très ambitieuses (notamment, en France, suite au « Grenelle de l'environnement » annoncé pour octobre ou, en Suisse, suite à une entrée en force des Verts au Parlement national également en octobre), rien ne bougera sans l'aval et le soutien des premiers intéressés, les citoyens.

Sur le papier, leur intérêt est là. Une récente étude d'opinion montre que le changement climatique occupe désormais la deuxième place des préoccupations des Suisses, avant le chômage et la santé (Institut gfs.bern, 2007). Et une majorité des citoyens des 25 pays de l'Union européenne (UE) déclarent être inquiets pour l'environnement, prêts à faire des efforts pour le protéger et souhaiter davantage de politiques vertes (CE, 2005).

Mais cette inquiétude, cette disponibilité et ce souhait ne se traduisent pas pour autant en actes. Pour faire en sorte que cela devienne le cas, l'idée de LRD est de donner à tous ceux qui voudront bien jouer le jeu la possibilité de rattacher leur engagement personnel à un mouvement collectif capable de rompre avec le statu quo.

Concrètement, nous aimerions proposer à nos lecteurs et, au-delà, à toute personne sensibilisée à la cause écologique, de diminuer leurs émissions de CO<sub>2</sub> pour devenir Kyoto-compatible, voire Kyoto-compatible+ en route vers l'après-Kyoto. Les volontaires sont appelés à s'engager à accomplir des gestes ayant un impact sur leurs émissions de CO<sub>2</sub> choisis à partir de deux listes, l'une composée de gestes faciles à réaliser (pratiquement et financièrement), l'autre de gestes à fort impact (indépendamment de leur niveau de difficulté pratique et financière).

Ces deux listes devraient aider à mettre en évidence :

- 1) qu'il est possible de vivre très bien et même d'améliorer sa qualité de vie tout en réduisant de façon significative ses émissions de CO<sub>2</sub> ;
- 2) dans quelle mesure des gestes simples seuls ou un panachage de gestes simples et à fort impact permettent d'approcher, d'atteindre, voire de dépasser l'objectif du protocole de Kyoto à l'échelle individuelle ou d'un ménage ;
- 3) les gestes à fort impact les plus difficiles à accomplir qui, pour être réalisables en dehors d'un cercle d'ultraconvaincus, nécessitent un changement législatif ou d'infrastructure.

### Une question d'équité

Les principaux responsables du changement climatique sont les premiers pays à s'être industrialisés. Mais pour prévenir un grave dérèglement climatique, tous les pays de la Terre doivent joindre leurs efforts, car ceux qui sont aujourd'hui tenus par le protocole de Kyoto de réduire leurs émissions ne totalisent que 50 % des émissions globales.

Si les premiers pays à s'être industrialisés ne parviennent pas à réduire leurs émissions, comment pensent-ils pouvoir convaincre les autres de faire ce qu'ils n'ont pas réussi à faire ?

Quel poids dans la négociation et quel poids moral auront les négociateurs européens s'ils ne respectent pas leur objectif de - 8 % ?

Plus fondamentalement, les principales victimes du changement climatique seront les résidents des pays les plus pauvres. Ceux qui ont le moins les moyens de se protéger d'un phénomène pour lequel leur responsabilité est quasi nulle. Leur avenir est entre nos mains.

LRD



Le cœur de cette initiative consiste à mettre des personnes en route pour contribuer à faire émerger un élan, une émulation, un enthousiasme collectif capable de faire en sorte que les sphères politiques et économiques se sentent portées, encouragées, légitimées à prendre des décisions qui rendront les gestes économes en CO<sub>2</sub> plus faciles et donc accessibles à d'autres. LRD voudrait favoriser l'essor d'un cercle vertueux dans la société pour l'aider à réduire de façon significative ses émissions de gaz à effet de serre.

Bon. Mais cette opération n'est-elle pas juste une initiative de plus dans un secteur déjà passablement encombré ? Plusieurs actions n'invitent-elles pas déjà les particuliers à réduire leur consommation d'énergie et leurs émissions de gaz à effet de serre ? N'est-ce pas le cas, par exemple, du défi Energie à Bruxelles, de l'Agenda 21 de Berne et du Défi pour la Terre de Nicolas Hulot ?

La réponse est oui, effectivement, cette opération va bien dans le même sens que ces initiatives déjà en place. Mais elle présente aussi trois particularités qui nous semblent très fortes : le fait de prendre Kyoto et l'après-Kyoto comme références, l'articulation déterminante avec la décision publique et le lien privilégié qui nous relie à nos lecteurs.

### Etre Kyoto-compatible

Première originalité : le fait d'accomplir des gestes usuels en se référant au protocole de Kyoto et en réfléchissant à l'après-Kyoto permet de lier sa vie de tous les jours à la dimension mondiale du problème du réchauffement climatique. Suis-je capable, à titre personnel, de respecter le protocole de Kyoto dans ma vie

quotidienne ? Si oui, cela veut dire que cela n'est pas si difficile. Dès lors, qu'est-ce qui empêche tant d'autres de faire de même ? Et si non, où sont les blocages ? Que me faudrait-il de plus ? De quelles aides aurais-je besoin pour y parvenir ?

Le même raisonnement s'applique, un cran au-dessus, à l'après-Kyoto. L'échéance du protocole de Kyoto approche à grands pas et l'on sait pertinemment que ses objectifs sont très insuffisants. Dès lors, suis-je d'ores et déjà en mesure, à titre personnel, de faire mieux que Kyoto en route vers l'après-Kyoto ? Moi qui suis concerné et motivé, que me faudrait-il pour faire mieux ? Quelles aides des pouvoirs publics me seraient les plus utiles ?

Quel que soit son degré d'engagement, quiconque pourra situer son comportement par rapport à ces objectifs sera en mesure de mieux saisir les difficultés concrètes – dans sa vie quotidienne – qui se présentent à tout citoyen et porter un jugement sur les forces et les faiblesses des décisions publiques en rapport avec les émissions de gaz à effet de serre.

### Actionner le levier politique

La responsabilité de la réduction des émissions de gaz à effet de serre n'incombe évidemment pas aux seuls citoyens. Elle revient aussi aux élus et aux entreprises. C'est pourquoi l'initiative « Etre ou ne pas être

Kyoto-compatible » ne prend appui sur l'engagement des citoyens que dans l'optique de créer un tremplin pour impliquer les sphères politique et économique.

*Faire émerger un élan, une émulation*

Il est crucial que les gestes à fort impact pour l'heure difficiles, voire très difficiles à réaliser (pratiquement ou financièrement) le soient moins grâce à une action politique (via les instruments économiques et juridiques, la réorientation des choix en termes d'infrastructures, etc.) et à l'implication des entreprises.

Des citoyens mieux au fait des difficultés qui les empêchent de diminuer davantage leurs émissions seront mieux en mesure d'exiger des avancées de la part de leurs dirigeants. Or, la France et la Suisse sont aujourd'hui à la traîne en termes d'engagement politique. La Suisse n'a pas encore formulé d'objectif pour l'après-Kyoto, contrairement à l'UE qui vise – 20 % d'émissions d'ici 2020. Et la France est certes tenue par l'engagement européen, mais le Royaume-Uni et l'Allemagne montrent qu'il est possible d'aller beaucoup plus loin.

C'est donc là que se situe la deuxième grande originalité du projet « Etre ou ne pas être Kyoto-compatible » : dans le fait d'aider à actionner le levier politique pour pousser les « décideurs » à prendre les bonnes décisions lorsque ce n'est pas le cas ou à aller plus loin encore lorsque cela est déjà le cas. ■

LRD

## Lettre ouverte à nos lecteurs

En septembre 2007, LRD fêtera ses cinq ans. Pensant à cette échéance, nous songions à vous faire un cadeau original pour vous remercier de votre fidélité. C'est ainsi que l'idée de nous offrir à tous des tonnes de CO<sub>2</sub> en moins a fait surface. Quoi de plus cohérent et de plus utile pour la communauté des lecteurs et la société en général que d'apporter notre contribution à la résolution de ce problème écologique décisif ?

Voilà comment est née l'idée du projet « Etre ou ne pas être Kyoto-compatible ». La parution du rapport Stern, en octobre, et l'accumulation de fuites sur les conclusions alarmantes du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'étude du climat (Giec) ont renforcé notre motivation à le mener à bien. Le soutien moral des climatologues Jean Jouzel et Martine Rebetez, qui ont lu une première version de ce projet, nous a conforté

100 000 francs / 62 000 euros à trouver

Le budget total de l'opération « Etre ou ne pas être Kyoto-compatible » s'élève à 260 000 francs / 162 000 euros. Il comprend notamment :

- ▶ un salaire à plein-temps pendant seize mois pour la personne chargée de préparer le contenu du site internet, suivre l'information sur le climat, rédiger la newsletter mensuelle, puis mettre à jour le site ;

- ▶ la réalisation du site internet avec un calculateur pour que chacun puisse mesurer précisément ses émissions et ses progrès ;

- ▶ la conception et l'impression de 100 000 livrets sur papier recyclé !

Ce projet coûte cher notamment parce qu'il nous faut acquérir un calculateur d'émissions de CO<sub>2</sub> qui, à ce jour, n'existe pas. Ce calculateur

doit être calibré selon les émissions prises en compte par le protocole de Kyoto. Il doit permettre à chacun de s'évaluer et, surtout, classer les gestes par ordre d'impact. Cet outil restera ensuite libre de droit, à disposition de quiconque voudra s'en servir.

Sur le budget total, LaRevueDurable apporte 60 000 francs / 38 000 euros sous forme de prestations en nature. En gardant notre optimisme, les der-

nières démarches engagées auprès de bailleurs publics devraient nous aider à trouver 100 000 francs / 62 000 euros. Reste un déficit de 100 000 francs / 62 000 euros à combler. Nous estimons notre lectorat actuel à environ 20 000 personnes. Si un lecteur sur deux verse 10 francs / 6,2 euros, nous y arriverons ! Si la somme est réunie fin juillet, l'opération pourrait démarrer avant l'hiver.

LRD

dans notre envie passer à l'acte. Nous serions maintenant comblés de pouvoir partager avec vous l'enthousiasme et le sentiment d'urgence qui nous anime pour relever le défi de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Mettre ce projet sur les rails sera cependant une tâche gigantesque pour notre petite structure. Produire de nouveaux contenus, recueillir une foule de conseils pratiques, établir des contacts avec des dizaines de partenaires pour donner à cette action une visibilité et un impact maximaux... Si nous sommes prêts à nous jeter à l'eau malgré la charge de travail que cela représente, c'est parce qu'« Etre ou ne pas être Kyoto-compatible » nous apparaît comme étant la suite naturelle, le complément logique du travail de la revue.

Après avoir répercuté une intense information sur le changement climatique pendant cinq ans, notamment un dossier complet dans le numéro 15, *Faire face au changement climatique*, paru en avril 2005, nous avons mieux pris conscience des limites de l'exercice en préparant le numéro 23, *Ecologie : de la sensibilisation à l'engagement*, paru en décembre 2006.

Ce dossier sur l'action montre à l'environnement qu'il existe un saut qualitatif entre savoir et faire, dire et accomplir, être informé et engagé. Cette barrière à surmonter n'est de loin pas triviale, mais elle n'est pas non plus infranchissable. Pour passer l'obstacle qui sépare les attitudes – je suis d'accord – de l'engagement – je le prouve et cela renforce encore plus mes convictions – il faut notamment des moyens. C'est ce que

nous proposons de mettre en place avec le projet « Etre ou ne pas être Kyoto-compatible ».

Nous avons les idées, les convictions, les informations, un projet qui tient la route, une équipe prête à s'investir... mais nous n'avons jusqu'à présent – à notre grande déception – pas réussi à obtenir les fonds nécessaires à sa mise en œuvre. Nous avons donc décidé de lancer un appel à nos lecteurs pour financer une partie de l'opération. Nous sommes à la



Pour faire votre don

Si vous êtes en Suisse, utilisez impérativement le bulletin de versement qui se trouve attaché à la lettre qui accompagne ce numéro de LaRevueDurable ou faites votre versement à la Banque cantonale de Fribourg sur le compte n° 25 01 126.400-09 au nom de l'association Les amis de LaRevueDurable. CCP de la banque: 17-49-3.

Attention : n'oubliez pas de noter vos coordonnées exactes

et lisibles afin que nous puissions vous contacter pour vous rendre l'argent si l'opération ne peut pas avoir lieu faute de soutiens suffisants.

Si vous êtes en France, envoyez-nous un chèque libellé au nom de Cerin Sàrl en précisant bien qu'il s'agit d'un don pour le projet « Etre ou ne pas être Kyoto-compatible ». Les chèques seront encaissés uniquement si l'opé-

ration a lieu. Le cas échéant, ils seront détruits.

Attention : notez bien notre nouvelle adresse :

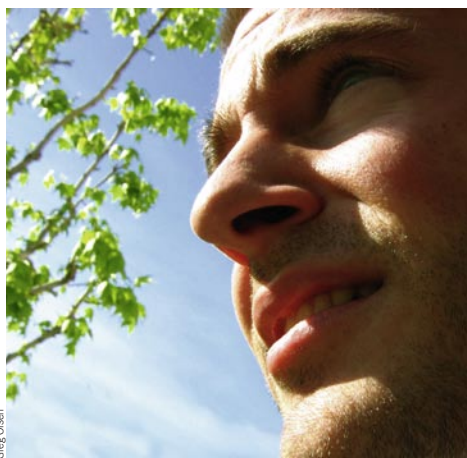
LaRevueDurable  
rue de Lausanne 23  
1700 Fribourg, Suisse.

Dès la fin juin, le site internet de LRD affichera l'évolution de la collecte des fonds.

LRD

La bonne affaire

Agendas 21, points Info-énergie, collectivités, entreprises, écoles, paroisses et associations peuvent jouer un rôle clef dans le financement et le relais de l'opération. Ils peuvent acheter en gros des livrets de l'initiative « Etre ou ne pas être Kyoto-compatible » et les distribuer à leurs administrés, employés, clients, élèves, fidèles. LRD



Greg Olsan

recherche de 100 000 francs ou 62 000 euros. Nous n'avons pas épuisé toutes les sources institutionnelles, mais toutes celles que nous avons sollicitées jusqu'à présent ont refusé de soutenir ce projet pourtant d'utilité publique.

Il ne s'agit aucunement d'une manière détournée de financer la revue. **LaRevueDurable** se porte de mieux en mieux et nous donnerons dans un prochain numéro – à l'occasion de nos cinq ans – des nouvelles plus précises. Il s'agit bien de savoir si nous sommes capables de trouver, grâce à notre lectorat, le complément financier qui nous fait défaut pour pouvoir prendre une initiative qui nous paraît répondre à une demande sociétale éminemment forte.

Le test est cependant risqué. Que devons-nous conclure si là non plus, cela ne marche pas ? Ne sommes-nous pas en train d'abuser de nos prérogatives vis-à-vis de vous, nos lecteurs ? Peut-être oui, mais nous voulons n'avoir aucun regret, nous voulons tenter toutes les pistes qui sont à notre disposition et nous nous étions jusqu'à présent retenu d'explorer celle-là.

Un point, cependant, est crucial : séparer le financement du projet de la possibilité d'y participer. Il n'est pas question d'avoir à payer pour pouvoir participer à cette initiative. Ce sont là deux choses radicalement distinctes. Nous sommes, à ce stade, à la recherche de soutiens financiers. Si nous les trouvons – et nous saurons très vite si cela est le cas –, alors nous serons en mesure de lancer cette initiative à la rentrée. Et tout le monde pourra s'en saisir pour contribuer à la sauvegarde du climat. ■

LRD

## « Etre ou ne pas être Kyoto-compatible » en pratique

Sur un plan pratique, l'opération « Etre ou ne pas être Kyoto-compatible » repose sur deux supports : un livret de huit pages et un site internet. Le livret expliquera le problème du changement climatique, les objectifs de Kyoto et de l'après-Kyoto, détaillera une vingtaine de gestes, chacun avec leur impact moyen et leurs avantages économiques. Pour calculer ses émissions personnelles et le poids relatif de ces gestes, tout participant potentiel sera invité à aller sur le site internet de l'opération.

Ce site sera interactif. Un calculateur en ligne permettra d'estimer ses émissions personnelles de CO<sub>2</sub> avec précision et de connaître, dans son cas particulier, dans quelle proportion tel ou tel geste les réduit. Le site proposera à ses visiteurs de signer en ligne un engagement à accomplir les gestes de leur choix. Les signataires devront également comptabiliser les gestes qu'ils accomplissent déjà. Un baromètre du nombre d'engagés et des économies théoriques réalisées sera tenu à jour.

Le site accordera de la place aux témoignages et favorisera les échanges d'expériences. Un bulletin électronique mensuel évoquera un geste – par exemple partir en vacances en train – et mettra en avant un maximum de conseils pratiques pour y parvenir. Il s'agira d'entretenir la dynamique en relançant sans cesse la motivation des participants et en donnant envie à de nouvelles personnes de les rejoindre.

Le site proposera d'adresser des lettres-types aux acteurs publics et privés pour leur demander d'améliorer tel ou tel service et/ou infrastructure pour faciliter tel ou tel geste. Les personnes engagées trouveront aussi les coordonnées des principales organisations ou services publics qui travaillent sur les moyens de réduire les émissions de gaz à effet de serre

dans divers domaines : mobilité douce, alimentation locale, construction écologique, urbanisme durable, etc.

Elles trouveront également des informations sur l'évolution des émissions de gaz à effet de serre au niveau international et sur les avancées des négociations internationales pour parvenir à un accord sur la diminution de ces émissions. Les non-adeptes d'internet pourront signer un formulaire – inclus dans le livret – les engageant à accomplir les gestes qu'ils choisiront ou à continuer d'accomplir ceux qu'ils pratiquent déjà. Ces adhésions seront également comptabilisées.

Pour faire connaître le défi, des partenariats seront établis avec les points Info-énergie en France et les services cantonaux de l'énergie et de l'environnement en Suisse, les Agendas 21 et les associations actives dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs de la vie quotidienne : logement, transport, alimentation, etc., des entreprises de transports en commun, des magasins de commerce équitable et/ou de produits biologiques.

### Où en est Kyoto ?

Entré en vigueur le 16 février 2005, le protocole de Kyoto impose aux pays les plus responsables du réchauffement actuel, les premiers à s'être industrialisés, de diminuer leurs émissions de 5,2% par rapport à leur niveau en 1990 d'ici 2008-2012.

Chaque pays signataire a des objectifs qui correspondent à sa situation. L'UE s'est engagée à réduire ses émissions de 8% et a réparti la charge de cet objectif entre ses quinze Etats membres. La France doit stabiliser ses émissions. La Belgique doit les réduire de 7,5%.

*Nous voulons  
n'avoir  
aucun regret*

L'objectif de la Suisse est identique à celui de l'UE : diminuer ses émissions de 8 %.

En 2004, les émissions globales de l'UE à quinze étaient de 0,9% inférieures à leur niveau de 1990. La France était à -0,8%, mais ses émissions devraient augmenter de 6,4% d'ici 2010 si rien ne vient enrayer la tendance actuelle. La Belgique est à +0,7% et, sans nouvelles mesures, devrait atteindre +1,2%. La Suisse est à +0,6% et devrait passer à -3,2% avec les mesures actuelles (AEE, 2006 et Ofev, 2006).

Le fait que les pays qui ont ratifié le protocole de Kyoto peinent à respecter leur engagement est très grave : comment la communauté internationale pourra-t-elle se fixer des objectifs plus ambitieux si elle ne réussit pas à franchir cette première étape ?

### Objectifs Kyoto-compatible

En résumé, dans le cadre du protocole de Kyoto, l'UE et la Suisse se sont engagées à réduire de 8% leurs émissions de gaz à effet de serre par rapport à leur niveau de 1990. Nous re-



tenons cet objectif dans notre projet pour déterminer le niveau Kyoto-compatible même si, dans la répartition de l'effort entre les pays de l'UE, la France est tenue de stabiliser ses émissions.

Réduire de 8% les émissions en Suisse et en France revient à baisser les émissions de CO<sub>2</sub>équivalent par habitant de 0,7 tonne en moyenne ou à atteindre 8,6 tonnes par habitant en France ou 6,6 tonnes par habitant en Suisse, comme le montre le tableau ci-contre.

	France	Suisse
Emissions en millions de tonnes de CO <sub>2</sub> équivalent <sup>1</sup> en 1990	<b>567</b>	<b>52</b>
Objectif de Kyoto (- 8%) en millions de tonnes de CO <sub>2</sub> équivalent	<b>522</b>	<b>48</b>
Emissions en millions de tonnes CO <sub>2</sub> équivalent en 2004 <sup>2</sup>	<b>563</b>	<b>53</b>
Réduction à opérer en millions de tonnes de CO <sub>2</sub> équivalent	<b>41</b>	<b>5</b>
Population 2005 en millions <sup>3</sup>	<b>60,5</b>	<b>7,2</b>
Réduction des émissions annuelles en tonnes CO <sub>2</sub> équivalent/habitant	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>
Emissions annuelles Kyoto-compatible en tonnes CO <sub>2</sub> équivalent/habitant	<b>8,6</b>	<b>6,6</b>

Les émissions des différents gaz à effet de serre, méthane (CH<sub>4</sub>), oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O), etc., sont exprimées en une unité commune, le CO<sub>2</sub>équivalent

Sources :

1 Greenhouse Gas Emissions Data for 1990-2003 submitted to the United Nations Framework Convention on Climate Change, 2005.  
 2 AEE, 2006 et Ofev, 2006.  
 3 World Population Prospects. The 2004 Revision. Nations unies, 2005.

Les chiffres dans ce tableau tiennent compte de tous les gaz à effet de serre. Notre projet propose cependant d'atteindre l'objectif de réduction Kyoto-compatible via les seules émissions de CO<sub>2</sub> parce que ce gaz est de loin le plus important des gaz à effet de serre - c'est lui qui reste le plus longtemps dans l'atmosphère - et parce que les particuliers ont une marge de manœuvre plus grande pour le diminuer.

### Objectifs Kyoto-compatible+

Pour réfléchir à l'après-Kyoto, les dernières connaissances bousculent la donne et il n'y a pas encore d'objectif officiel. Mais les choses se précisent : tout indique que si l'on prétend avoir une chance d'empêcher la situation d'échapper au contrôle de l'humanité, il ne faut pas dépasser + 2° C d'augmentation de la température moyenne sur Terre par rapport à l'époque préindustrielle.

Le tout dernier rapport du Giec estime que pour ne pas dépasser ce seuil, les émissions de

gaz à effet de serre devront cesser d'augmenter au plus tard en 2015 puis plonger. En 2050, elles devront être de 50 à 85 % moindres qu'en 2000 (Giec, 2007). Et puisque celles des pays en développement augmenteront, cela signifie qu'au bilan, les pays historiquement les premiers à s'être industrialisés devront émettre en 2050 de 80 % à 90 % de gaz à effet de serre en moins qu'en 2000.

Pour que cela soit possible, l'agriculture, les logements, les réseaux de transports et les modes de vie doivent changer de façon radicale. A très court terme, fixer une réduction de 3 tonnes de CO<sub>2</sub> aux individus par rapport au niveau actuel, soit passer à 4,3 tonnes par personne et par an en Suisse et à 6,3 tonnes en France, est à la fois ambitieux et faisable. LRD pose donc cette barre de -3 tonnes de CO<sub>2</sub> comme le niveau Kyoto+.

#### En résumé :

**- Kyoto-compatible =  
réduire ses émissions annuelles  
de 0,7 tonne de CO<sub>2</sub>**

**- Kyoto-compatible+ =  
réduire ses émissions annuelles  
de 3 tonnes de CO<sub>2</sub>**

Notre initiative est ainsi ouverte à des personnes qui en sont à des stades très différents d'engagement face au changement climatique. Celles qui commencent à peine à changer de comportement peuvent se caler sur Kyoto. Les plus avancées peuvent viser un après-Kyoto plus ou moins ambitieux.

LRD n'a bien entendu pas les moyens d'animer seule un tel projet. Nous concevons notre rôle comme étant de catalyser et de fédérer les énergies en renvoyant, à partir de la vingtaine de gestes proposés, aux organisations associatives et (para)étatiques partenaires qui œuvrent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

### Redonner du sens

Le réchauffement du climat n'est de loin pas le seul problème avec lequel l'humanité a rendez-vous. Mais ne pas prendre à bras-le-corps celui-là alors qu'il surplombe tous les autres est sans doute un excellent moyen de renforcer

## EXEMPLES DE GESTES PROPOSÉS

En couvrant les principaux domaines de la vie quotidienne – logement, alimentation, transport, etc. –, la panoplie des gestes proposés et leurs impacts respectifs doivent aider chacun à identifier ses points forts et ses points faibles. Il est en effet fréquent que l'on soit « bon » dans certains domaines et moins bon – voire franchement mauvais ! – dans d'autres.

L'initiative de LRD doit aider à évaluer la valeur relative de son engagement dans tel ou tel secteur par rapport à l'ensemble des activités que l'on déploie au quotidien. La liste ci-dessous donne une idée des gestes qui pourraient être proposés. Des calculs confiés à une entreprise spécialisée fixeront leur choix définitif.

### EXEMPLES DE GESTES SIMPLES

- ▶ Aérer brièvement puis fermer les fenêtres au lieu de les laisser entrouvertes des heures durant
- ▶ Adopter une conduite écologique
- ▶ Faire la lessive à 40° C
- ▶ Prendre une douche plutôt qu'un bain
- ▶ N'utiliser le lave-vaisselle que s'il est rempli
- ▶ Acheter des produits issus d'une agriculture respectueuse de l'environnement
- ▶ Vivre avec une surface habitable par personne réduite
- ▶ Chauffer son logement à 19° C
- ▶ Utiliser les transports publics et l'autopartage
- ▶ Bannir la voiture à moins de quatre passagers et l'avion
- ▶ Diminuer fortement sa consommation de viande et de poisson
- ▶ Choisir des produits alimentaires de saison et éviter les produits cultivés sous serre chauffée et/ou acheminés par avion

### EXEMPLES DE GESTES À FORT IMPACT

- ▶ Emménager dans un logement à basse consommation d'énergie ou faire rénover son logement selon des standards de basse consommation d'énergie

LRD

le sentiment de perte de sens qui guette des sociétés dont les repères se délitent.

Celles et ceux qui réduiront leurs émissions de gaz à effet de serre prouveront que cela est à la portée de la majorité. Ce faisant, ils contribueront à redynamiser un corps social qui perd le sens du collectif.

A l'heure où le climat, socle de la civilisation, vacille, personne ne pourra s'en sortir seul. Cette initiative peut donc contribuer à cimenter des sociétés dont les liens avec le bien commun ou la cause publique se fragilisent. ■



## BIBLIOGRAPHIE

AGENCE EUROPÉENNE DE L'ENVIRONNEMENT (AEE). *Greenhouse Gas Emission Trends and Projections in Europe*, Copenhague, 2006.

GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉTUDE DU CLIMAT (GIEC). *Mitigation of Climate Change. Rapport du groupe de travail III. Summary for Policymakers*, 2007. [www.ipcc.ch](http://www.ipcc.ch)

OFFICE FÉDÉRAL DE L'ENVIRONNEMENT (OFEV). *Emissions d'après la loi sur le CO<sub>2</sub> et d'après le protocole de Kyoto*, Berne, 2006

COMMISSION EUROPÉENNE (CE). *Eurobaromètre spécial*, 2005

INSTITUT GFS.BERN. *Klimadebatte zeigt Wirkung : Grüne erstmals über 10 Prozent*, 2007. [www.politrends.ch/pub/Bericht\\_Wahlbarometer\\_welle3.pdf](http://www.politrends.ch/pub/Bericht_Wahlbarometer_welle3.pdf)